

Briefing by Secretary General, Antonio Guterres On our Common Agenda

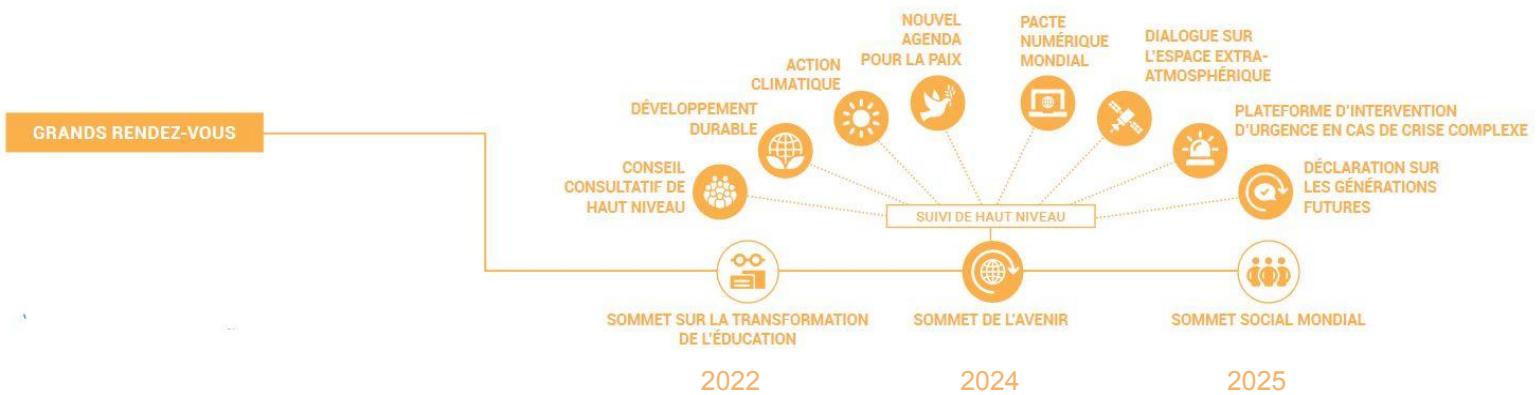
13 February 2023

Lien: [General Assembly: Briefing by Secretary-General, António Guterres on Our Common Agenda | UN Web TV](#)



S'est tenue le 13 février 2023 à l'Assemblée générale des Nations Unis une séance informelle pour entendre un exposé du Secrétaire général sur le rapport intitulé **Notre Programme commun** (en anglais “**Our Common Agenda**”). C'est la **26ème discussion sur ce programme** délivré en septembre 2021 par le Secrétaire général, honorant le mandat que la déclaration faite à l'occasion de la célébration du 75e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies ([A/RES/75/1](#), 28 septembre 2020) lui a confié : “Nous prions le Secrétaire général de présenter, avant la fin de la 75e session de l'Assemblée générale, des recommandations visant à faire progresser notre programme commun et à relever les défis actuels et futurs.”

Dans ce rapport le Secrétaire Général “propose de tenir un **Sommet de l'avenir** en vue de forger un nouveau consensus mondial sur ce à quoi notre avenir devrait ressembler et sur les moyens que nous pouvons déployer aujourd’hui pour le faire advenir.”



Source: *Our Common Agenda – Report of the Secretary-General*, Published by the United Nations, New York, NY 10017, United States of America

Le Secrétaire général prévoit aussi la création d'un “Conseil consultatif de haut niveau” dirigé par d'anciennes et d'anciens chef.fes d'État ou de gouvernement pour donner suite aux idées présentées dans le rapport **Notre Programme commun**, notamment en identifiant les biens publics mondiaux et autres domaines d'intérêt commun pour lesquels des améliorations de la gouvernance. Une fois que le Conseil consultatif aura présenté ses constatations, le Secrétaire général souligne l'intérêt d'organiser un « Sommet de l'avenir ». A la suite de réunions préparatoires et de consultations, le Sommet se tiendrait idéalement

en conjonction avec la semaine de haut niveau de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale et pourrait explorer des pistes de réflexion de haut niveau sur les thèmes suivants :

- Améliorer la gouvernance des biens publics mondiaux et d'autres domaines
- Le développement durable et l'action climatique au-delà de 2030;
- La paix et la sécurité, pour le nouvel agenda pour la paix;
- La technologie numérique, pour le Pacte numérique mondial;
- l'espace extra-atmosphérique, pour rechercher un accord sur l'utilisation durable de cet espace extra-atmosphérique et s'orienter vers un régime mondial de coordination du trafic spatial
- Les grands risques et la conclusion d'un accord sur une Plateforme d'urgence
- Un éventuel accord sur une Déclaration sur les générations futures

Cette réunion informelle est l'occasion de revenir sur le Programme Commun. Lors de sa prise de parole, le secrétaire général des Nations unies revient notamment sur les propositions formulées et les objectifs de ce programme. Cette réunion vise aussi à clarifier l'organisation du Sommet pour l'Avenir qui se tiendra en 2024 ainsi que celui du "**2023 SDG Summit**" (ou Sommet 2023 sur les ODDs) qui se tiendra en septembre 2023 à New-York. Ce Forum politique de haut niveau sur le développement durable sous les auspices de l'Assemblée générale permettra aux chefs d'État et de gouvernement de se réunir pour suivre et examiner la mise en œuvre de "l'Agenda 2030 pour le développement durable" et des 17 objectifs de développement durable (ODDs ou SDGs en anglais). Le sommet 2023 sur les ODD marque le milieu de la mise en œuvre de l'agenda 2030. Le Secrétaire général des Nations Unies évoque aussi les autres rendez-vous à venir.

Abréviations

EM	Etates membres
OCA	Our Common Agenda
SDGs	Sustainable Development Goals
ODDs	Objectifs de développement durable
AG	Assemblée générale

Sommaire

PARTIE 1 : Synthèse	p.5
I. Résumé	p.5
II. Analyse	p.5
III. Points clés	p.6
PARTIE 2 : Prises de parole / Statements - Retranscription des idées clés ...	p.7
I. Le président de l'Assemblée générale, Csaba Körös	p.7
II. Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres	p.8
III. Statements des Etats membres et groupes d'Etats	p.14
A. Groupes d'Etats	p.14
Statement du représentant de Cuba (s'exprime au nom du G77 et de la Chine)	
Statement du représentant de l'Egypte (s'exprime au nom du groupe africain)	
Statement du représentant de la Thaïlande (au nom de l'ASEAN)	
Statement représentant Samoa (s'exprime au nom de l'alliance des petits Etats du Pacifique)	
Statement du représentant du Royaume du Maroc (S'exprime au nom du groupe de pays de sensibilités identiques, supportant les pays à revenus moyens)	
Statement du Représentant de l'UE	
Statement du représentant de la Jordanie (s'exprimant au nom du réseau des 115 dirigeant.e.s)	
Statement du représentant du Danemark (s'exprimant au nom des pays nordiques)	
B. Contributions nationales	p.21
Statement de la représentante de l'Afrique du Sud	
Statement du représentant de la Tunisie	
Statement du représentant du Chili	
Statement du représentant de la Chine	
Statement de la représentante de la République dominicaine	
Statement du représentant du Pakistan	
Statement de la représentante de la Colombie	
Statement du représentant de la République de Corée	
Statement du représentant de l'Etat plurinational de Bolivie	
Statement de la représentante du Qatar	
Statement du représentant de l'Argentine	

-  Statement du représentant des Philippines
-  Statement du représentant du Kazakhstan
-  Statement du représentant du Vietnam
-  Statement du représentant du Sri Lanka
-  Statement du représentant de Singapour
-  Statement du représentant du Royaume-Unis
-  Statement du représentant du Bangladesh
-  Statement du représentant de la Russie
-  Statement du représentant d'Oman
-  Statement du représentant des Etats-Unis
-  Statement du représentant du Brésil
-  Statement du représentant du Japon
-  Statement du représentant de la Géorgie
-  Statement du représentant du Nicaragua

IV. Conclusion du Secrétaire général p.32

Synthèse

Résumé :

- Tous les pays soulignent l'importance de coordonner le Summit for the Future de 2024 avec le SDG Summit de 2023 (Agenda 2030). Il y a une complémentarité des objectifs, comme affirmé par le Secrétaire général dans son introduction.
Certains pays expriment cependant des craintes de doublon.
- Plusieurs Etats, notamment le groupe du G77, ont exprimé des inquiétudes face au temps et aux ressources limitées, notamment pour les petites délégations, afin de préparer le Sommet pour le Futur. En ce sens, les notes d'orientation écrites par le cabinet du Secrétaire Général peuvent être précieuses.
- La portée du Sommet n'a pas encore été déterminée et doit être au centre des discussions du rendez-vous ministériel de septembre. La réunion interministérielle en septembre 2023 est vue comme un moyen de fixer un cap plus précis et d'approfondir les conversations sur un certain nombre de sujets
- Insistance de différents pays et délégations sur l'importance d'ouvrir les discussions et les négociations autour de l'organisation du sommet de l'avenir à la société civile et ses acteur.rices divers.es.
- Certains points comme la réforme du système financier sont des préoccupations qui demandent des temps de concertation.
- Concernant le Nouveau Pacte de la paix, le Secrétaire général alerte sur l'impossibilité de modifier la Charte des Nations Unies et donc de réformer le Conseil de sécurité.
- Selon les délégations les enjeux à mettre en priorité peuvent être différents :
 - Pour le groupe Africain, le Sommet pour l'Avenir doit porter en priorité sur la sécurité, la paix et le développement (avec une réforme de l'institution financière sur le financement du développement et la question de la dette)
 - De nombreuses mentions à la nécessité de faire des nouvelles technologies un sujet central de OCA.

Analyse :

- **Enjeux principaux :**
- rapport entre objectifs 2030, sommet des ODD et l'organisation du sommet pour le futur : éviter les doublons.
 - prévision de la réunion d'organisation pour le sommet pour le futur
 - fixer une date
 - Articulation entre l'impératif de fixer des priorités pour le Sommet pour le futur, garder la feuille de route de l'Agenda 2030 et la volonté du Secrétaire général de garder la vision global du OCA

- Il faudra porter une attention particulière sur les nouvelles technologies et le pacte numérique mondial : vigilance sur ce nouveau pacte ainsi que de l'ONU 2.0.

➤ **Imprécisions :**

- objectifs et ambitions du sommet pour le futur ne semblent pas encore clairs ou fixes et vont être discutés lors de la réunion préparatoire du Sommet pour le futur

Key words :

- The main points :
 - Future Summit: Our Common Agenda
 - SDG Summit
 - Global Digital Compact process
 - Global finance reform and Charter reform
 - L'[accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale](#)
 - Le pacte de [Bridgetown](#)
- Key words in the speeches :
 - Processus : consensus, inclusivity, policy debriefs
- Quotes :
 - The SDG Summit as the “center peace moment of 2023” (Secretary General)
 - The SDG Summit and the Summit of the future as “the two faces of a same coin” (Delegation of Singapore and conclusion)
 - “Member states must come with a clear commitment to rescue the SDGs” (Président of the General Assembly of the UN)

Retranscription synthétique des prises de parole

I. Le président de l'Assemblée générale, Csaba Körösi

Sa lettre du 16 décembre 2022 ; l'avenir de la coopération l'un des défis les plus pressants de l'humanité, cette crise qui se chevauche nécessite un changement rapide, dans ce nouveau paradigme nous devons nous adapter, nous devons changer si nous laissons échapper cette opportunité de poser de nouvelles bases, elle ne se représentera pas.

- L'agenda holistique : il renforce ce qui a été accompli et propose des initiatives approfondies sur des questions qui n'ont peut-être pas été entièrement explorées.

Tout d'abord, cet agenda commun met l'accent sur l'accélération des **ODD** (17 objectifs de développement durable), il met également l'accent sur les transformations. En effet, 80 % des recommandations de l'ancien agenda visent à soutenir la mise en œuvre de l'agenda 2030.

- Le pacte numérique mondial, dont l'objectif est de connecter les personnes non connectées, s'inscrit directement dans l'objectif de ne laisser personne de côté. **La déclaration sur les GÉNÉRATIONS FUTURES est un cadre pour un contrat social très nécessaire soutenant la transformation durable, parlant des droits et des devoirs des générations, un message dont nous sommes tous conscients des conséquences et du prix des actions et des inactions.**

- Concernant le nouvel agenda pour le monde, il est en parfaite cohérence avec les principes fondamentaux de **l'agenda 2030**. Selon lesquels la paix est une condition sinequanone au développement. La paix est nécessaire à toute société pour rassembler ses ressources et se concentrer sur des transformations durables. Le développement de la méthodologie BIO NGDP (?) nous offre un outil incontournable pour mesurer ces transformations. Il y a longtemps que la science aurait dû nous fournir cet outil, sinon comment pourrions-nous maîtriser le processus que nous ne pouvons pas mesurer. Comment pourrions-nous promettre honnêtement depuis septembre 2023, que la mise en œuvre de la transformation marquée par les dix-sept ODD sera plus efficace que par le passé. L'OCA fournit un cadre essentiel pour nos discussions alors que nous préparons le sommet sur les ODD en septembre et le **sommet du futur en 2024**. Ensemble, ces **sommets soeurs** nous aideront à forger la voie du développement durable. Excellences, il est clairement entendu que l'accent est mis sur le sommet sur les ODD, le point de rencontre pour l'examen de la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable. **Ma vision est que le travail de préparation de la réunion ministérielle et du sommet de l'avenir changera, car la mise en œuvre des ODD sera établie à tous les niveaux.** Pour que cela se produise, je vous encourage à examiner les enseignements tirés des examens nationaux volontaires, à déterminer où nous pouvons débloquer de nouveaux engagements et à favoriser l'adaptation de politiques innovantes fondées sur des données scientifiques. Les efforts déployés pour gérer le changement climatique, la pandémie de covid 19 et la révolution numérique ont prouvé que la science est une plateforme permettant de s'accorder et de s'aligner sur des questions complexes. Je demande aux États membres de s'appuyer sur la science pour catalyser l'accord dans l'élaboration d'un **programme commun pour l'eau en mars** (cf. la conférence UN WATER 2023).

Les résultats de vos efforts s'inscrivent dans le cadre du Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement. **Chers collègues, notre survie et notre bien-être dépendent des transformations en actions que nous prenons aujourd'hui.** Merci au Secrétaire Général d'aller de l'avant et de diriger l'agenda. Nous sommes prêts à vous aider, Monsieur le Secrétaire Général et les Etats membres, merci.

II. Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres :

En dix-huit terres depuis le rapport de l'agenda, nous avons fait des progrès importants. Vous êtes essentiels à ces progrès. **La reconnaissance d'un droit à un environnement propre, sain et durable**, le sommet sur l'éducation, l'accélération mondiale en matière d'emploi et de protection sociale et la décision d'établir un bureau des Nations unies sont autant d'étapes importantes vers la transformation dont nous avons besoin.

Il est clair que ce n'est qu'un début, nous devons aller plus loin et plus profondément, sur le climat, les conflits, les inégalités, l'insécurité, les armes. Nous sommes plus près du bord que jamais. Et pourtant, nos mécanismes collectifs de résolution des problèmes ne sont pas à la hauteur du rythme ou de l'ampleur des défis.

La forme actuelle des gouvernements multilatéraux, conçus par et pour un (bionera), n'est manifestement pas adaptée au monde complexe, interconnecté et en mutation rapide de ce monde dangereux. La fragmentation de notre réponse globale et la fragmentation de notre monde se nourrissent l'une de l'autre. Aujourd'hui, nous sommes ici pour commencer à faire avancer la recommandation d'un programme et d'une action commune, **de l'abstrait au concret**. D'emblée, je tiens à souligner que notre programme commun a pour but de mettre en marche l'agenda 2030 et de concrétiser les objectifs de développement durable dans la vie des gens partout dans le monde. À cause de 2030, nous sommes loin du compte. Les lacunes et les défis ont émergé en 2015, y compris les lacunes et la coopération internationale. Le sommet sur les ODD en septembre sera la pièce maîtresse de cette année et doit marquer des progrès significatifs. **Les États membres doivent venir avec un engagement clair pour sauver les ODD**, en fixant leur vision internationale de la transformation fondée sur des plans, des repères et des engagements concrets. Et les déclarations politiques ambitieuses doivent reconnaître les changements profonds nécessaires au niveau mondial. Elles doivent établir des priorités et mobiliser des actions dans les domaines essentiels de la transition pour atteindre les objectifs. Le sommet sur les ODD doit faire de notre engagement à ne laisser personne de côté une réalité dans les lois et les politiques et il doit inclure des mesures pour garantir que le système international dirigeant les finances et les technologies travaille pour les pays en développement, et non contre eux. **Je réitère mon appel aux pays du G20 pour qu'ils se mettent d'accord sur un stimulus mondial des ODD d'au moins 500 milliards de dollars par an pour soutenir les pays du Sud d'ici le sommet sur les ODD.**

Notre agenda commun doit construire le Sommet sur les ODD. Mon rapport comprend de nombreuses propositions. Nous devons maintenant en examiner la substance en détail. Ainsi, depuis toutes ces années, le secrétaire débouche sur une série d'événements avec des idées et des considérations concrètes. Les propositions contenues dans les mémoires seront fortement liées aux ODD, répondant ainsi à vos observations lors des cinq consultations thématiques de l'année dernière.

Mon premier mémoire sur le nouvel agenda pour la paix offrira des propositions qui abordent toutes les formes et tous les domaines de détroits en articulant une vision de notre travail

sur la paix et la sécurité pour un monde en transition et une nouvelle ère de compétition géopolitique. Elle adoptera une vision holistique dans le continuum de la paix. De la prévention de la résolution des conflits au maintien de la paix, en passant par la consolidation de la paix et le développement durable. Définir une approche globale de la consolidation de la paix, en reliant la paix, le développement durable, l'action climatique et les droits de l'homme et en tirant parti de toutes les approches et expertises des femmes et des jeunes.

La proposition aborde les défis du maintien de la paix et reconnaîtra la nécessité d'une nouvelle génération de missions d'imposition de la paix, d'opérations terroristes, dirigées par des forces originales garantissant des fondations pédestres. L'Union africaine est un partenaire évident à cet égard. Le briefing comprendra une proposition visant à ramener le désarmement et le contrôle des must au centre de la sécurité et à aborder les nouvelles technologies, y compris l'intelligence artificielle et le bien-être des cyborgs.

Deux notes d'information sur la finance viseront à faire avancer le débat crucial sur la voie d'une économie mondiale plus équitable et efficace.

Dans la première, nous présenterons nos travaux relatifs aux indicateurs ne se limitant pas au PIB afin que les décisions relatives au financement de la dette, à des conditions de faveur internationales tiennent compte de la vulnérabilité et d'autres mesures essentielles au progrès.

Nos critères actuels font tout simplement fi de nombreuses contributions à la société comme l'économie des services à la personne tout en présentant comme bénéfique des pratiques néfastes comme la déforestation et la surpêche. Dans la seconde, nous proposerons une refonte de l'architecture financière mondiale pour rendre celle-ci efficace et équitable pour tous en particulier pour les pays du sud.

La note portera sur la transformation radicale qui sera la condition d'une mondialisation profitant à toutes. Nos propositions consisteront notamment :

- mieux faire entendre la voix des pays du Sud dans la **gouvernance financière** et à créer un **filet de sécurité financière mondial et une architecture de la dette** permettant aux pays à revenu intermédiaire vulnérable de bénéficier d'un allègement et d'une restructuration de leur dette.
- aligner les objectifs du système financier sur les objectifs de dvpt durable.
- des moyens de modifier le modèle économique des **banques multilatérales de dvpt** afin qu'elles assurent davantage de risques et puissent mobiliser massivement des fonds privés pour aider les pays en dvpt à accélérer la transition vers les énergies renouvelables et investir dans les ODD.

Le pacte de Bridgetown, né d'une gouvernance et d'une coopération entre l'ONU et le gouvernement de la Barbade, témoigne des progrès importants dans ce domaine.

L'objectif est de **mettre la finance au service des personnes et de la planète** et de la prospérité conformément au programme de l'agenda 2030.

Dans la note d'orientation sur notre engagement **envers les besoins des générations futures nous proposons de nommer un ou une envoyée qui sera porte parole à l'échelle mondiale.** Nous suggérons des idées pour alimenter une déclaration politique définissant un plan vers l'avenir ainsi qu'un forum environnemental pour mettre en commun les expériences et faire progresser la mise en œuvre. Nous y présenterons des idées pour exploiter pleinement la capacité sans précédent que nous avons de comprendre l'impact des politiques et des activités menées actuellement.

Dans la note d'intention sur la riposte internationale face aux chocs mondiaux complexes, nous formulons des propositions visant à **réunir et à coordonner rapidement des acteurs clés en cas d'urgence** par la mise à disposition des données, des ressources et les capacités appropriées. Le but n'est pas de créer de nouvelles institutions ou d'empiéter sur les actions des organisations déjà existantes, mais nous y présenterons des lignes directrices pour organiser une riposte mondiale cohérente grâce à une plateforme d'urgence. Cela devrait favoriser un leadership politique de haut niveau pour coordonner une action multilatérale efficace.

Dans une note sur la **coopération numérique mondiale**, nous proposerons des idées pour tirer au mieux parti des avantages de la technologie numérique tout en protégeant contre les inconvénients qui peuvent en découler. Les idées présentées seront inspirées de ma précédente feuille de route et axées sur un avenir numérique inclusif, ouvert pour tou.t.es. fondé sur un intérêt mondial unique. Le pacte numérique mondial aura pour objectif de faire envisager **la technologie comme un moteur de progrès humain** qui n'est possible d'exploiter pleinement qu'à condition de lutter contre les torts qu'elle peut causer. Dans ce sillage, nous publierons une **note sur l'intégrité de l'information**. L'avènement d'un **nouveau contrat social** passe par le rétablissement d'une confiance mutuelle de la fiabilité des faits qui sous-tendent nos décisions. Il nous faut un **écosystème de l'information** qui soit inclusif et sûr pour tou.s.TES, dans ces notes nous nous pencherons également.

Sur l'impact que la **désinformation** ont sur de grandes questions d'ordre mondial notamment la crise climatique. Dans une note sur **l'utilisation pacifique et durable des biens spatiaux et sur les activités spatiales**, nous examinerons les possibilités offertes par les outils spatiaux aux fins de la réalisation des ODDs, de l'accord de Paris ainsi que la lutte contre les menaces des risques nouveaux. Dans cette note nous formulons des propositions visant à proposer plus encore de poids aux États membres dans la gouvernance de l'espace tout en suggérant des moyens de renforcer la collaboration avec les parties prenantes non gouvernementales. Nous y formulons des recommandations concernant la paix et la sécurité et la coordination du trafic spatial et débris spatiaux et les efforts que nous continuons d'employer dans l'exploration de l'espace lointain.

Dans le **prolongement du sommet sur la transformation et l'éducation** nous publierons une note d'orientation sur la manière de repenser et d'accélérer les progrès dans ce domaine. Sur la place de la vision stratégique et du rapport à l'issue de ce sommet nous formulons des propositions destinées à **mettre l'éducation en tête des priorités politiques nationales et mondiales et accélérer la transformation de son financement**.

Ces propositions seront axées sur 6 points:

- finalité de l'éducation
- les conditions d'apprentissage et d'enseignement en tant que profession
- la mise à profit de la transformation numérique
- l'investissement dans l'éducation
- l'appui multilatéral en faveur d'une éducation de qualité pour toutes et tous qui correspond à l'objectif de DD n°4

Dans une autre note d'orientation nous **définirons les étapes à suivre pour faire participer plus systématiquement les jeunes à la prise de décision à l'échelle**

mondiale. La création du bureau des Nations unies pour la jeunesse a été une avancée importante , nous devons en tirer partie maintenant.

Dans cette note nous insisterons sur des domaines d'action clés allant de la protection des jeunes aux efforts visant à garantir une forte présence dans les instances de décision nationale et mondiale. Cela vaut également pour le système des Nations unies notamment s'agissant des travaux préparatoires et aux décisions de l'assemblée générale, du conseil économique et social, et du conseil de sécurité à certains égards.

Enfin nous étudierons les moyens de **renforcer les capacités de l'ONU pour le 21e siècle et bâtir une ONU 2.0**. L'ONU ne peut pas se contenter d'élaborer le programme IDUAN (chercher), il faut aussi tout une **compétence technique** pour oeuvrer aux côtés des états membres à la mise en oeuvre du programme tout comme les états membres il faut de nouvelles compétences, de nouveaux savoirs-faires, de nouvelles stratégies et de nouveaux projets.

Dans **la note sur l'ONU 2.0**, nous nous pencherons sur la manière de renforcer nos compétences pour ce qui est des données du numérique , de l'innovation, de la prospective et des sciences du comportement. et de bâtir un nouveau système des Nations unies capable de soutenir les États membres dans les années à venir. Chaque note d'orientation reprendra une analyse de son incidence sur la réalisation des ODD et aura pour socle la charte des Nations unies et la déclaration universelle des droits de l'homme dans l'esprit de mon appel à l'action en faveur des droits humains.

L'égalité des genres sera un thème qui sera présent dans les 11 notes, chacune prévoit des dispositions visant à promouvoir les droits des femmes et des filles. Outre cette série de notes d'orientation avec beaucoup d'intérêt les recommandations du conseil constitutionnel de haut niveau pour un multilatéralisme efficace sur la façon dont nous pouvons guider par la charte des nations unies et le programme 2030 **combler les lacunes les plus graves de la gouvernance mondiale**.

Nous ferons part des premières pistes de réflexion demain et le conseil publiera son rapport en Avril. **un grand nombre des propositions énoncées dans ces notes d'orientations seront utiles à vos préparatifs en vue du sommet de l'avenir qui se tiendra l'année prochaine**. Le secrétariat est à l'entière disposition des co-facilitateurs pour soutenir le travail critique dans le développement du processus intergouvernemental. Ce sommet sera une occasion générationnelle de donner un nouvel élan à l'action mondiale, de réaffirmer nos principes fondamentaux et d'élaborer des cadres multilatéraux adaptés au monde d'aujourd'hui et qui nous permettent d'avancer vers l'avenir que nous voulons.

L'un des principaux objectifs de notre programme commun est de triompher des obstacles et des entraves au programme 2030 et de combler les lacunes et de relever les défis nouveaux qui se présentent à nous à une vitesse et une fréquence impressionnante et le sommet de l'avenir sera la plateforme où nous pourrons aborder ces questions, mettre en évidence une pensée à court terme et y remédier et créer des gardes-fous autour de l'impact des nouvelles technologies.

J'espère que le sommet débouchera sur un pacte sur l'avenir et comprendra des mesures en faveur d'un système financier mondial équitable et juste, un engagement pour une planète pacifique sûre et durable, la mise de la technologie au service de l'humanité et la protection des générations futures.

Je vous exhorte à jouer pleinement votre rôle dans la consultation sur la préparation du sommet, dans la **réunion ministérielle préparatoire qui se tiendra en Septembre**. Il s'agira là d'occasions importantes pour définir les axes, les principes et les résultats clés du sommet. Les conclusions du sommet seront convenues au niveau intergouvernemental par les états-membres mais vos préparatifs bénéficieront de la richesse des points de vue de la société civile, du monde universitaire, du secteur privé, des collectivités locales et régionales et d'autres acteurs. c'est vous les États membres qui prendront des décisions mais vous pouvez puiser votre inspiration, votre énergie et vos idées dans bien d'autres domaines.

Excellences nombre de propositions énoncées dans notre programme commun vise à renforcer l'action menée et les mandats existants face aux nouveaux défis. Les efforts en ce sens sont en bonne voie, **l'accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale** fait avancer des idées portant sur l'inclusion économique des femmes, la création d'emplois dans l'économie verte et l'économie numérique, les garanties jeunes pour l'emploi et un fond mondial pour la protection sociale. L'accélérateur a été **approuvé par le G7 et G20 et un partenariat a été mis en place avec la banque mondiale afin d'étendre la protection sociale à 1 milliard de personnes d'ici 2025.**

Les travaux se poursuivent également sur les 7 mesures transformatrices pour renforcer l'égalité des genres en mettant l'accent sur le soutien aux États membres à l'échelle nationale. Une équipe spéciale des Nations unies aide les États membres à lutter contre les lois et les réglementations discriminatoires.

Plus largement une **nouvelle vision de l'état de droit** se dessine, l'objectif est de placer les personnes au cœur du système judiciaire cette nouvelle vision permettra de renforcer le rôle central de l'état de droit dans nos activités et **consolidera les liens entre l'état de droit, les droits humains et le développement.**

Nous **avançons dans les préparatifs du sommet social mondial de 2025**. Ce travail sera l'occasion de mettre en pratique une nouvelle forme de délibération globale, fondée sur l'inclusion, la confiance et l'écoute axée sur la lutte contre les inégalités et la promotion de l'esprit d'initiative, des chances et des droits des personnes. Ce sommet sera consacré aux principaux défis sociaux auxquels nous sommes confrontés en matière d'emploi , d'éducation, de logement et de protection sociale. La commission a noté cette proposition et j'encourage les États membres à la soutenir.

Nous avons aussi progressé dans la planification du sommet BIENAL (?) qui devrait rassembler les membres du G20, l'Ecosoc, les dirigeants des institutions financières internationales et moi-même en ma qualité de secrétaire général des Nations unies. Les États membres ont pris note de cette proposition et des discussions sont en cours avec la présidence indienne du G20.

Excellences c'est là un programme de travail particulièrement fourni, il constitue un défi pour nous tous mais il est essentiel pour atteindre les objectifs de développement durable et assurer notre avenir collectif. Des processus et initiatives de négociation, nombreux et complexes, sont en cours cette année. Les processus intergouvernementaux sont exigeants

et prennent du temps mais ils sont essentiels si nous voulons avancer ensemble unis autour de nos objectifs communs. Cette année doit être celle où nous jetterons les bases d'une coopération mondiale efficace adaptée aux défis d'aujourd'hui ainsi qu'aux nouveaux risques et menaces qui se profilent. toute mon équipe et moi même, y compris le secrétaire général adjoint Gay River sommes à votre disposition. Je compte sur votre engagement, votre leadership et votre atout constant dans l'effort que nous menons ensemble pour un présent meilleur et un avenir plus prometteur je vous remercie.

III. Statements des Etats membres et groupes d'Etats

- Le président de l'AGNU ouvre les débats pour commenter la déclaration je vais rappeler aux membres que les interventions doivent se faire depuis leur siège. Il n'y a pas de liste préétablie d'intervenants. = 3 minutes pour les interventions des délégations nationales et 5 mins pour les groupes d'Etats.

A. Groupe d'Etats

Statement du représentant de Cuba (s'exprime au nom du G77 et de la Chine) :

- Nous remercions la tenue de cette réunion qui est conforme à la résolution 76 - 6 de l'AG. et qui demandait au secrétaire général de bien vouloir informer régulièrement les E-M. Pour notre groupe, cette réunion d'information est importante pour tenir les EM informés et garantir un processus dirigé par les EM sur la discussion et sur la mise en œuvre des propositions pertinentes décrites dans le rapport par le biais de processus intergouvernementaux. Notre groupe estime également que des infos supplémentaires devraient être mises à la disposition des EM à cet égard. La prévisibilité et la clarté sont essentielles à cet égard. Notamment en ce qui concerne les objectifs, les processus et les délais par lesquels il est proposé d'envisager des initiatives spécifiques.

- Notre groupe est convaincu que la principale priorité actuelle doit être accordée à la **mise en œuvre du programme de dvpt durable à l'horizon 2030 ainsi qu'aux ODD**. Tous nos efforts doivent être consacrés à cette entreprise. Il est essentiel de veiller à ce que les initiatives découlant du rapport du secrétaire général contribuent effectivement à cette fin.

- Dans le même ordre d'idées, notre groupe considère que toute discussion sur les propositions spécifiques devrait assurer la **participation effective de toutes les délégations, en particulier les plus petites et celles en voie de dvpt**. Les chevauchements avec d'autres processus très importants doivent être évités dans la mesure du possible.

- Au cours de la session actuelle, il y a un grand nombre de processus déjà mandatés par les EM qui vont consommer du temps et des efforts et qui vont en plus poser de sérieux problèmes aux petites délégations. Il convient donc d'accorder aux délégations, le temps nécessaire pour se consulter avec leur capital et entre elles dans le cadre des délibérations intergouvernementales sur les propositions du rapport du secrétaire général. Les initiatives du rapport nécessitent donc des **processus intergouvernementaux** pour déterminer celles

qui feront des préparatifs du sommet de l'avenir prévu pour 2024, et celles qui pourraient nécessiter une réflexion plus approfondie de la part des EM.

- Nous devons **examiner attentivement le calendrier de fond sur ces propositions**. L'objectif étant d'éviter le double emploi ou le chevauchement avec d'autres processus mandatés. Il s'agit également d'éviter de placer les petites délégations dans la position difficile, de choisir les processus à suivre et dans lesquels s'engager.

- Si tel est le cas, **certains pourraient être laissés pour compte**. Notre groupe prend note avec intérêt le projet d'élaborer des notes d'orientation. Notre groupe estime que ces documents constituent des contributions importantes pour le processus préparatoire au sommet 2024. En gardant à l'esprit que les EM prendront la décision finale sur les différents volets du sommet et ses résultats. Les pistes proposées par l'équipe du secrétaire général devraient être dûment prises en considération, néanmoins, les EM devraient disposer du temps nécessaire pour prendre une décision sur ces pistes proposées et aussi pour en identifier d'autres si nécessaire.

- Le G77 et la Chine notent que les EM n'ont pas encore décidé de la portée du sommet, conformément à la résolution 76-307 de l'AG. A notre sens, cela devrait être l'étape initiale du processus préparatoire du sommet jusqu'à la réunion ministérielle de septembre prochain. Il serait donc naturel d'entamer des négociations dans le cadre des volets spécifiques une fois que la portée globale du sommet aura été décidée. Enfin, notre groupe réaffirme qu'il est prêt à s'engager dans un esprit constructif dans le processus de suivi du rapport du secrétaire général intitulé notre programme commun. Je vous remercie.

Statement du représentant de l'Egypte (s'exprime au nom du groupe africain):

- Merci de nous avoir conviés à cet exposé africain. Le groupe africain appuie l'appel du secrétaire général pour repositionner les nations unies et pour relancer et revitaliser le multilatéralisme. nous nous félicitons de la poursuite des propositions compte tenu dans le programme commun, nous tenons à ce que les propositions du secrétaire général reflètent les attentes du secrétaire général en ce qui concerne notamment le nouvel agenda pour la paix, le sommet pour la paix. **Le nouvel agenda du sommet est une occasion pour renforcer la structure de la paix et de la sécurité** et pour éviter l'émergence de conflits. Cela permet également de renforcer le rôle de la commission de la consultation de la paix et met l'accent sur l'appropriation nationale en vue de la réconciliation. Il est tout à fait important de travailler sur la prévention, nous nous félicitons de cet axe, de cette note d'orientation du secrétaire général ainsi que de son rapport et ainsi que de celui du conseil consultatif de haut niveau.

Toutefois il ne faut pas perdre de vue l'essentiel, les nations unies sont une organisation portée et dirigée par les états membres donc toute proposition doit faire l'objet d'un examen minutieux par tous les états membres. Dans un contexte de **crise en cascade**, il est important de maintenir l'élan de la coopération de l'action internationale. Il est essentiel aujourd'hui de maintenir la coopération pour réaliser les ODD et je me félicite de voir que l'action du secrétaire général là dessus, c'est la raison pour laquelle le groupe africain, le G77 et la Chine accorde la priorité au sommet sur les ODD cette année. c'est l'occasion en effet pour mobiliser nos efforts il faudrait donc éviter tout double emploi ou chevauchement entre nos différents efforts menant à ce rendez-vous.

- S'agissant maintenant de la réforme de l'architecture financière internationale, prenons note avec satisfaction de l'appel du secrétaire général et toutefois **il est inquiétant de voir la baisse des ressources disponibles pour le développement alors que les crises**

continuent de voir le jour aux 4 coins de la planète. Les nombreuses crises ont affecté tout le monde et donc le financement des fonds pour le développement aura des conséquences irréversibles sur les pays en voie de développement et l'Afrique n'y échappera pas. Le problème de la dette auquel font face les pays en voie de développement est l'une des répercussions les plus claires de cette crise mondiale ce qui est aggravé par l'incapacité des institutions financières internationales à s'attaquer aux défis économiques sans précédent et encore une fois l'Afrique est très durement touchée par tous ces événements. Pour lutter contre la crise de la dette, il faut passer par une réforme, il faut réformer l'architecture financière internationale pour garantir la participation pleine et entière des pays en voie de développement dans les processus de prise de décisions économiques et financières à tous les niveaux. À titre national, l'Egypte appuie les efforts du secrétaire général et nous félicitons de l'élan qu'il a créé avec la conférence sur l'eau à venir au mois de mars, cela nous permettra de repositionner le système des Nations unies et le rendre plus pertinent par rapport aux réalités du terrain. Voilà vous avez notre soutien et nous reviendrons avec d'autres déclarations une fois que nous en saurons davantage.

 **Statement du représentant de la Thaïlande (au nom de l'ASEAN) :**

Au nom de l'association des Etats de l'Asie du Sud Est.

- Les ODD sont la feuille de route la plus claire pour la réalisation des objectifs de la charte des Nations unies. Avec les objectifs sociaux de développement qui n'ont pas de priorité les uns sur les autres, cela va nous rapprocher également des objectifs des ODD. Dans ce contexte, il est essentiel d'adopter une approche équilibrée dans la consultation de ce programme. Il y a plusieurs volets à ce rapport qui sont une référence utile pour les Etats Membres. La mise en œuvre de ce programme commun devrait contribuer à une meilleure mobilisation des ressources financières aux fins de la mise en œuvre des ODD.

- Il faut accélérer la réforme sur les institutions multilatérales, notamment la réforme des institutions financières internationales et l'architecture mondiale de la santé. Cela nous permet d'accélérer la mise en œuvre des ODD et à relever les défis à venir. Le sommet sur les ODD, leur examen est un moment crucial pour faire des contributions à ce programme. Tous ces éléments devraient être reflétés dans le sommet de l'avenir.

- Ce sommet de l'avenir doit faire fond sur tous les résultats du sommet des ODD. Ces deux sommets sont complémentaires et se renforcent mutuellement. Nous réitérons notre engagement au sujet de la durabilité et l'élément essentiel pour lutter contre la pauvreté et protéger la planète, améliorer les moyens de subsistance des populations. Nous sommes en faveur du régionalisme et du multilatéralisme, et nous soulignons l'importance de respecter les valeurs inscrites dans la charte des Nations Unies que l'on partage. Vous pouvez compter sur notre soutien dans la perspective de la préparation des sommets à venir.

J'aimerai à présent dire quelques mots à titre national. Nous souscrivons à la déclaration de Cuba au nom du G77 et la Chine. Nous saluons les progrès contenus dans le rapport et nous félicitons également le sommet de la transformation de l'éducation de l'année dernière. Toutefois, il faut accélérer les ODD comme l'a dit le secrétaire général, nos efforts cette année devraient être portés sur les ODD portés sur les résultats. Sans développement durable il n'y aura pas d'avenir. Nous croyons donc que les ODD bénéficieront grandement de la mise en œuvre de la plupart des propositions contenues dans le programme commun. Nous croyons en l'importance de l'éducation d'un futur durable pour les générations à venir.

Fort de tout cela, nous croyons à la connectivité de ces différents processus essentiels. La réalisation des ODD et le programme 2030, le programme commun et le sommet de l'avenir en 2024. Ce lien démontre que ces processus peuvent se renforcer mutuellement. Nous pourrons donc nous appesantir sur les complémentarités et les initiatives qui vont créer de la valeur ajoutée. Ce pourrait être des catalyseurs ou des vecteurs de complémentarité, pour répondre aux besoins urgents par exemple, cette complémentarité pourrait s'appliquer à la couverture sanitaire universelle, il peut s'agir de réformer le système alimentaire pour alimenter le monde d'aujourd'hui et de demain. Il peut s'agir également d'un pacte numérique mondial, la coopération numérique peut renforcer l'atteinte des ODD et un avenir plus durable. Il s'agit de renforcer le contrat social dans la plupart des pays et d'autres mesures pour se préparer à des événements. Il faut promouvoir l'engagement plus systémique entre les Nations Unies et les organisations régionales et les organisations financières internationales, il faut des nations unies 2.0 basées sur la science, la technologie et la connaissance.

Avec la complémentarité, nous pouvons travailler à l'atteinte des ODD et à réaliser les objectifs du programme commun et à nous préparer à aller vers le sommet sur l'avenir. Notre sujet final est de sauver les ODD qui sont au cœur de l'avenir durable qui va nous permettre de relever les défis à venir. Si le sommet de l'avenir sur les ODD et le principe de les laisser pour compte est réalisé, et bien, nous aurons avancé. Ces événements peuvent servir de tremplin pour atteindre ces objectifs.

 **Statement représentant Samoa (s'exprime au nom de l'alliance des petits Etats du Pacifique) :**

C'est un honneur de prononcer cette déclaration au nom des petits Etats du Pacifique, nous souscrivons à la déclaration du Représentant permanent de Cuba.

Nous remercions le secrétaire général pour son travail et ses recommandations, nous pensons qu'il faut garder à l'esprit les raisons qui ont conduit à ce programme commun. Notre agenda commun est un programme tourné vers l'action qui doit accélérer la mise en œuvre des accords déjà existants, y compris les Objectifs du Développement Durable. De grandes idées sont proposées autour de la technologie et notre avenir repose sur le changement. Notre histoire malheureusement est marquée par beaucoup de défis et de trajectoires non durables, notre volonté de surmonter cela pour aller vers le développement durable nous oblige à prendre ces engagements du ODD, les accords de Paris, le cadre de Sendai et d'autres accords intergouvernementaux qui sont enracinés sur le principe de **fournir un environnement sain et une vie meilleure pour les générations futures et pour tous**, et d'éradiquer la pauvreté. Nous ne pouvons pas avoir la forêt sans les arbres, on ne fera pas un monde meilleur sans penser à tous. Les défis qui nous attendent sont inégaux, on se relève déjà de la pandémie de covid, le changement climatique, l'insécurité alimentaire, la crise énergétique, appellent des actions immédiates. Au moment où la pauvreté augmente et où les pronostics des scientifiques ne sont pas du tout rassurants, les plus pauvres ont besoin de l'attention de la communauté internationale de façon délibérée, les accords de 2015 ouvrent la voie. Le rapport et notre rapport en commun contient des recommandations et à en son cœur le principe de ne laisser personne de côté, il est donc essentiel de voir comment ces propositions peuvent nous rapprocher de la mise en œuvre de ces objectifs. Les besoins de la majorité ne sont pas atteints, certains marchent de longue distance pour avoir eau ou électricité, les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes à cause du changement climatique : les petits États insulaires en

développement n'en sont pas responsable, ils n'ont pas participé à cela et pourtant ils en sont les plus durement touchés. Question d'urgence : il faut passer à l'action sur ce volet, les propositions du rapport doivent servir d'accélérateur et de catalyseur du programme 2030 et des ODD. A ce titre nous devons voir comment les propositions peuvent et devraient s'intégrer dans le sommet de l'avenir et ce de façon stratégique afin d'avoir de meilleurs résultats et d'atteindre le programme 2030. Nous allons examiner les différents volets de la note d'orientation du secrétaire général et nous savons que la décision finale revient aux Etats Membres. **Il faut trouver un équilibre pour les générations à venir : ils doivent vivre dans un avenir sûr, un avenir bénéficiant de la transition dont nous rêvons tous.** Il ne peut y avoir d'actions climatiques ou de réformes du système financier. Sans tout cela, il n'y aura pas de futur pour les pays, il faut donc prendre des dispositions pour les millions de personnes qui ne peuvent pas rejoindre ce moment et si nous voulons honorer nos engagements, nous devons répondre aux besoins les plus élémentaires des populations 2030, dans 7 ans : il n'y a pas de temps à perdre et nous ne devons pas ménager nos efforts. Notre appel aujourd'hui est donc qu'il faut bâtir des bases dures, solides et durables, et de ne laisser personne derrière.

 **Statement du représentant du Royaume du Maroc :**

S'exprime au nom du groupe de pays de sensibilités identiques, supportant les pays à revenus moyens : arménie, chili, biélorussie, costa rica, république dominicaine, équateur, salvador, guatemala, honduras, jamaïque, liban, mexique, namibie, panama, pérou, philippines, uruguay et le Royaume du Maroc.

- Remercie le secrétaire général pour cette occasion de mener un débat avec les Etats Membres de façon transparente et inclusive. Notre groupe attache une grande importance au suivi du rapport et aux préparations des sommets à venir qui vont accélérer la réalisation du programme 2030. Ce programme demeure la feuille de route vers un développement durable exhaustif, inclusif et le relèvement de la covid 19. Je voudrais m'arrêter sur 4 domaines prioritaires pour notre groupe. Il faut déjà aller au-delà du PIB, notre groupe se félicite de l'élan sur cette discussion et nous devons faire front sur cet élan et reconceptualiser le développement et la coopération sur le développement qui aille au-delà du critère simpliste du PIB. Il faut tenir compte d'autres aspects liés au développement et il faut évaluer comme il se doit les progrès, les lacunes et les vulnérabilités des différents pays. L'application de critères multidimensionnels ne doit pas s'appliquer seulement aux mesures, il faut informer l'accès aux financements concessionnels et non concessionnels ainsi que la coopération technique. La mise en place de mesures qui aillent au-delà du PIB peut jouer un rôle dans la réforme du système financier international et peut réparer les manquements liés à l'accès liés au financement. C'est pour ça qu'il est important de ménager assez de temps pour les discussions entre Etats membres et parties prenantes concernées. Une seule session ne peut suffire pour une telle initiative : il faut assez de temps pour y réfléchir et voir si oui ou non le sommet de l'avenir sera le cadre idéal pour finaliser les discussions sur le fait d'aller au-delà du PIB. Nous pensons par exemple que cette initiative d'aller au-delà du PIB a un lien naturel avec la 4ème conférence internationale sur le financement du développement. Nous avons hâte de lire la note d'orientation sur cette question et nous nous tenons prêts à mener les consultations. Deuxièmement, par rapport aux rencontres entre l'ECOSOC, le G20 et les chefs des institutions financières internationales. Dans toutes les discussions, il faudrait appliquer le principe d'inclusivité. Le sommet doit être l'occasion de mettre en avant des solutions pour répondre à des pb

systémiques et aux différentes crises multiples, les intérêts des pays en voie de développement et leurs pb spécifiques ainsi que les multi-vulnérabilités des pays à revenus intermédiaires doivent être entendus et on doit y apporter des réponses dans le cadre de ce sommet et pendant les échanges avec les institutions financières internationales. Troisièmement, le monde du dvpt a besoin également de réformes. Il faut que le système financier international se réforme et permette d'atteindre les ODD. Il faut aussi faire des progrès considérables lors du forum sur le financement du dvpt en avril. Nous attentions avec intérêt la note d'orientation sur ce sujet au mois de mai et il faudrait ménager le temps pour des consultations informelles. Enfin, il faut se relever en mieux et notre groupe estime qu'il faut lutter contre la pauvreté, renforcer la cohésion sociale et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, promouvoir le travail décent, des investissements adéquats dans l'économique durable, intégrer les travailleurs informels dans l'économie formelle, construire des logements décents. Il faut accélérer l'action dans ces différents domaines avec la démobilisation des systèmes de dvpt des NU et des institutions financières internationales : il s'agit de renforcer la collaboration internationale pour appuyer l'accélération mondiale de création d'emplois, de protection sociale et de transitions justes. Nous aimerions entendre des mises à jour sur la mise en œuvre de cet accélérateur mondial.

Permettez moi maintenant de faire des remarques à titre national : je vous remercie le secrétaire général de l'aspect inclusif de toutes les consultations qui ont trait à ce rapport commun. Le sommet de l'avenir sera l'occasion de nous concentrer sur toutes les questions transsectorielles pour trouver des solutions et relancer le processus. Il faut établir des mécanismes pour traiter du dvpt et faire face aux défis du 21ème siècle. Tout document final, toute déclaration y compris celle pour les générations futures doivent être concis et pragmatiques et prendre en compte les défis d'aujourd'hui dont le changement climatique, le terrotisme, les discours de haine, la fracture numérique et la multiple répercussion de la pandémie de covid. Quatrièmement, le Maroc repète son soutien plein et entier à votre proposition de mettre au point un nouveau programme pour la paix qui sera axé sur le rôle de la diplomatie de la prévention ainsi que sur des investissements dans prévention et la construction de la paix. Cinq, le Maroc apprécie que le nouveau programme de la paix mette l'accent sur les question des femmes, l'égalité entre les sexes et les droits de la personne et des jeunes : que tout cela soit au cœur de nos efforts. Six, je veux souligner que l'Afrique doit demeurer le centre, la priorité des nations unies ainsi que des processus de programme commun.

Statement du Représentant de l'UE :

La Macédoine, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, l'Ukraine, la République de Moldavie et la Géorgie s'alignent sur cette déclaration.

- Nous avons besoin d'un agenda commun basé sur des objectifs afin de régénérer le multilatéralisme et donner un **coup de fouet à la mise en œuvre de l'agenda horizon 2030**
- La multicrise à laquelle nous sommes confrontés actuellement souligne notre besoin d'un système multilatéral fonctionnel avec des objectifs précis derrière notre agenda commun. L'UE considère ces objectifs comme des outils utiles pour **renforcer la mise en œuvre des ODD**.

- “Nous sommes tous d'accord pour dire que l'**objectif principal** devrait être de **garantir les progrès vers la mise en œuvre des ODD** et la réussite du sommet sur les ODD.”
- Se félicite de l'accent mis sur les **liens plus étroits entre les ODD et le processus de notre agenda commun** -> nous faisons confiance à l'ONU pour garantir que ces processus sont complémentaires.
- Cependant, le développement durable dépend du contexte géopolitique. Les **ODD et la paix et la sécurité se renforcent mutuellement. La paix est nécessaire** -> sans elle, impossible de garantir les droits humains ou de faire face au changement climatique, d'assurer la sécurité alimentaire et de l'eau, la réduction des inégalités, etc.
- our common agenda -> importance de ne pas perdre l'élan et d'assurer un suivi adéquat
- UE salue la place de l'**éducation au cœur de our common agenda**
- **UE a soutenu la mise en place d'un Bureau des Nations unies de la jeunesse qui a pour tâche de promouvoir l'intégration systématique des jeunes. “Le sommet de l'avenir définira leur avenir, il doivent donc faire partie de la discussion.”**
- Faire progresser la biodiversité et le climat est aussi une priorité commune : félicitons les progrès mis en place lors de la conférence en Egypte (mise en place des mécanismes de pertes et dommages).
- Ces progrès avec l'accord de paris ouvrent à un monde résilient dès 2050 face au changement climatique.
- **L'UE a pour ambition que ce sommet pour l'avenir soit vraiment un sommet de transformation pour garantir un pacte pour l'avenir permettant de sauvegarder l'intérêt des générations à venir.**
- Réunion ministérielle préparatoire aidera à **définir son ambition et sa vision**
- L'UE attend du secrétaire général **plus de réflexion sur les liens entre le sommet des ODDs avec le sommet de l'avenir.**
 - Plusieurs propositions de our common agenda ont déjà rencontré un large soutien comme par exemple le pacte numérique mondial ou le nouveau programme pour la paix avec les consultations sur l'architecture financière mondiale.
 - Le code de conduite sur l'intégrité de l'information publique est une proposition qui devrait être examinée plus avant pour fournir des directives afin que les sociétés des nouvelles technologies ciblent la propagation de la désinformation et encouragent un comportement responsable des États.
- **UE perçoit la déclaration pour les générations à venir comme un élément essentiel pour le sommet de l'avenir avec des contributions concrètes pour moderniser les nations unies.**
- L'UE aspire au dialogue avec les autres parties prenantes. Nous devons **faire la hiérarchie des priorités, voir où sont les résultats réalistes pour le sommet de l'avenir et quels sont les domaines qu'il faudra traiter ultérieurement.** Ce sommet n'est pas une fin en soit mais un jalon important pour aller vers un système bilatéral revigoré.

- D'autres domaines comme la dimension sociale méritent notre attention. L'UE aspire à dialoguer activement dans le cadre des préparatifs du sommet mondial social afin d'avoir un dialogue social inclusif sur des questions telles que la protection sociale universelle, la création d'emplois décents, le renforcement des compétences numériques ou encore le verdissement.
- "Pour conclure, vous pouvez compter sur la participation constructive de l'UE."

 **Statement du représentant de la Jordanie :**

La Jordanie présente sa déclaration au nom du réseau des 115 dirigeant.e.s incluant le Bangladesh, Canada, Nouvelle Zélande, Espagne, Afrique du sud, Suède, Costa Rica, Ethiopie, République de corée, le Samoa, l'Indonésie... qui soutiennent la mise en place des engagements pris par les dirigeant.es lors du 75e anniv des NU.

- La Jordanie réitère son engagement pour souvenir les efforts du secrétaire général des NU pour concrétiser ce programme ambitieux (our common agenda)
- Les 18 mois jusqu'au sommet de l'avenir de 2024 vont être essentiels (jalons d'organisation..). La Jordanie aspire à la **réunion ministérielle pour le sommet de l'avenir et son ambition préparatoire**. Souple sur les dates mais **souhaite que cela ait lieu lors de la semaine de haut niveau en septembre 2023**.
- Le **sommet des ODDs doit être une priorité dans les mois à venir**. Nous soutenons qu'il est nécessaire de revenir sur de bons rails afin de garantir que les objectifs à horizon 2030 soient remplis pour honorer notre promesse qu'il n'y ait pas de laissé pour compte. **Priorité numéro 1 : un sommet des ODD couronné de succès est essentiel pour un sommet de l'avenir réussi.**
- Nous pouvons utiliser our common agenda pour renforcer l'inclusivité afin d'accélérer les progrès pour atteindre les ODD. **Our common agenda et les ODD ne sont pas en concurrence, nous avons besoin des deux.** Pour nous, our common agenda est un moyen pour la mise en œuvre des ODDs.
- Nous devons renforcer notre système de santé, améliorer l'accès aux vaccins, être prêt face aux prochains chocs à venir. Les NU peuvent tirer partie d'une plus grande perspicacité stratégique -> plateforme face aux urgences.
- Nous attendons la publication de la note politique dans les mois à venir, espérons un dialogue constructif sur ces propositions pour atteindre les ODD 2030. Assurons recommandation du conseil de haut niveau désigné par secrétaire général.
- Le **réseau des dirigeant.es du 75e anniv des NU aspire à participer à tous ces processus conduisant au sommet**, nous voulons une **approche transparente, inclusive avec participation de la société civile**, des universitaires, des femmes, de la jeunesse, du secteur privé.. pour parvenir à des solutions pertinentes afin de traiter les pb des diff communautés sur le terrain et créer un multilatéralisme plus ouvert. Invite tous les co facilitateurs à communiquer les pratiques optimales et les avis afin que les résultats se renforcent mutuellement les uns les autres.
- Our common agenda nous aidera à surmonter les défis actuels et **accélérer la mise en œuvre des ODD** en renforçant la cadence pour un engagement renouvelé pour la charte des NU, pour le multilatéralisme, pour la réalisation du programme horizon 2030.
- Convaincu que **la charte des NU devrait ancrer nos travaux, etre le socle de nos travaux pour épargner aux générations à venir le fléau de la guerre**, pour

réaffirmer notre foi dans les droits humains, dans la dignité et la valeur de l'être humain, renforcer l'égalité des droits femme-homme.

- **Perçoit our common agenda comme un moyen d'expression pour parvenir à ces objectifs.**
- Nous sommes donc attachés à dialoguer de manière constructive, soutenir la mise en œuvre et faciliter les engagements ambitieux via les différents processus pour parvenir à ces objectifs.

Statement du représentant du Danemark :

Déclaration au nom des pays nordiques (Island, norvège, danemark)

- **Our common agenda est un texte ambitieux qui est nécessaire pour relancer la mise en œuvre des ODD.**
- Monde face à diff crises graves : crise climatique, pandémie pas terminée, crise internationale et crise des inégalités.
 - Nous devons toutes les traiter, notamment en honorant les engagements déjà pris avec les programmes horizon 2030. **Ce qui importe le plus cette année, c'est le sommet des ODD,**
 - Il y a aussi la conférence des PNUD de doha, la conférence sur les femmes, sur l'eau , le sommet de la santé, le forum pol de haut niveau, sommet de la 28e conf des parties...
 - Nous devons avoir une discussion franche sur les lacunes du cadre bilatéral. **Le sommet de l'avenir est une occasion unique de discuter des mécanismes de gouvernance mondiale pour les biens publics communs et pour garantir une équité et une justice entre les générations. Une occasion à saisir pour nos enfants, les générations à venir.**
- Selon nous, **la réunion préparatoire ministérielle pour le sommet de l'avenir en septembre** de cette année devrait suivre le sommet des ODD et **devrait aider à trouver l'ambition et les objets du sommet de l'avenir de 2024.**
 - Définir une feuille de route, un cadre pour y parvenir.
 - Dans les mois à venir, nous aspirons à en apprendre plus sur les attentes du secrétaire général pour en discuter avec les Etats membres.
 - attend la présentation de la note politique annoncée, publication prévue en avril.
 - apprécie le rôle central des discussions intergouvernementales, des négociations mais insiste sur l'importance de l'**inclusion de la société civile, des femmes, du secteur privé, de la jeunesse, des univ, des autres acteurs non étatiques pour les travaux préparatoires du sommet de l'avenir.** Les etat seuls ne peuvent pas fournir toutes les solutions.
 - prêt à participer de manière constructive.

Statement de la représentante de l'Afrique du Sud :

S'associe aux déclarations faites par Cuba et la Chine, la Jordanie au nom du réseau des dirigeants du 75e anniv des NU.

- Les NU sont l'organe fédérateur et légitime qui permettra de parvenir à l'avenir que nous voulons
- discussions perdurent sur our common agenda et devrait parvenir à des résultats convenant aux espoirs des peuples du monde entier notamment ceux qui sont le plus souvent laissé pour compte.Très important à l'heure où le monde connaît toute une série de crises transfrontalières avec des effets dévastateurs sur les sociétés et en particulier les pays en développement.
- Nous souscrivons à l'avis exprimé par le secrétaire général dans our common agenda. Si our common agenda est dûment mené, ce sera un élan pour parvenir aux ODD. Mais cela ne suffit pas de faire le lien entre our common et le programme horizon 2030 par la parole, il faut le prouver et le montrer dans les négociations à venir.
 - Our common agenda doit étayer la mise en œuvre des ODD. Le programme au cours des prochains mois donnera l'occasion aux pays membres de forger le sommet de l'avenir pour traiter les défis que nous devons surmonter et cela à terme forgera nos efforts collectifs pour mettre en place un monde meilleur, plus équitable pour les générations à venir.
 - Dans ce contexte, le sommet des ODD et le sommet du financement de haut niveau sont essentiels et devraient avoir lieu lors de la haute semaine.
 - Face aux crises actuelles, il est nécessaire de se préparer à ces conférences dans la solidarité.
 - L'Afrique du sud aspire aux négociations à différentes voix pour le sommet de l'avenir.
- L'Afrique du sud souligne l'Importance des propositions de our common agenda :
 - un monde où 2 milliards de personnes vivent dans des régions en conflits a besoin d'un programme pour la paix conformément à la charte des NU et aux normes adoptées aux cours des 7 dernières décennies y compris le programme de paix de 92.
 - Aspire aux discussions pour le nouveau programme pour la paix avec des solutions concrètes et pragmatiques pour la consolidation de la paix et pour le renforcement des droits humains.
 - **La génération actuelle, cad nous, forge un monde pour les générations à venir : nous devons bien comprendre nos responsabilités en la matière et prendre les décisions maintenant qui seront dans l'intérêt des générations à venir.**
- Notre engagement pour la réforme est essentiel : les NU ne peuvent plus présenter au monde une image correspondant à ce que les NU étaient il y a 70 ans.
 - La création du **bureau de la jeunesse** a été un premier résultat et nous aspirons au parachèvement de ce processus de création et au rôle important qu'il jouera.
 - L'Afrique du sud a activement participé au processus de création de ce bureau et s'en félicite.
- Nous voyons le processus du sommet de l'avenir comme **une opportunité de promouvoir le multilatéralisme centré sur les NU**. Les principes de la charte sont éternels. Nous devons les respecter et encore plus aujourd'hui.
- Nous aspirons au rapport qui paraîtra et nourrira les discussions à venir.

 **Statement du représentant de la Tunisie:**

Souscrit à la déclaration faite par la Chine, de celle au nom du réseau des dirigeant.es du 75e anniv.

- Quelques remarques à titre national :
 - apprécie efforts pour garder la cadence de la mise en œuvre de our common agenda ,
 - souscrit à l'avis que our common agenda a pour objectif de relancer la réalisation des ODD qui est la feuille de route essentielle pour un monde juste et durable.
- Les ODD sont essentiels tout comme renforcer la durabilité après la crise du covid.
 - Sans volonté politique forte, sans coopération, sans de grands moyens financiers qui ne sont pas disponibles pour les pays en dev ce sera difficile.
 - Cela montre que qqch est fondamentalement erroné dans notre système financier international.
- Nous souscrivons pleinement au diagnostic du secrétaire général :
 - notre architecture financière ne répond pas aux besoins du monde en dev. Il ne faut pas seulement apporter des modifications mais le transformer de manière radicale. Il faut un nouveau Bretton Woods pour prendre en compte les besoins des pays en dev et qu'ils soient au centre de toutes les décisions et pour traiter des inégalités et des injustices.
 - Alors que nous nous tournons vers le sommet des ODD et le sommet de l'avenir, qui ont pour but d'ouvrir une nouvelle phase, nous pensons qu'il **est temps de discuter de la réforme de l'architecture financière** et commencer à réfléchir : qu'est-ce qu'il nous faut pour avancer ? Quelle peut être la feuille de route pour cet effort ? Comment mieux intégrer cela dans les préparatifs du sommet de l'avenir?
- aspire à voir la prochaine note politique.

 **Statement du représentant du Chili:**

Souscrit à la déclaration de Cuba au nom du G77 et la Chine.

- face à la situation actuelle, il faut réaffirmer notre attachement au droit international, restaurer la confiance dans les gouvernements.
 - Dans un contexte de populisme, l'état de droit et la démocratie doivent être renforcés.
 - Le Chili comprend la nécessité de renouveler le contrat social dans nos sociétés. Nous entrons dans un nouveau processus constitutionnel, nous cherchons à renforcer la cohésion pour rétablir une société plus juste.
- Le sommet de l'avenir devrait avoir une composante sociale et devrait s'attarder sur les incidences des dev démographiques. Le Chili espère que l'AG votera un doc.

- Le sommet des ODD donnera une idée plus claire de la où nous sommes et de ce dont nous avons besoin pour atteindre les objectifs.
 - sommet social de 2025 devrait permettre à ce moment décisif d'articuler la dimension sociale dans le traitement des menaces émergentes et des difficultés financières. Il faut s'attaquer au travail décent, l'économie à la personne, les changements technologiques pour que les communautés soient plus solidaires, résilientes..
- renforcer le dialogue et la confiance entre les NU et d'autres acteurs importants du système eco internat est essentiel pour réaliser le programme 2030.
- Programme qui permet de faire face aux déséquilibres que subissent les pays du sud, les moins avancés et les pays à revenus intermédiaires.
- l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes sont des outils essentiels pour une relance durable notamment dans les domaines numériques.
- C'est la cause de toutes et elle doit être au cœur de tous nos efforts pour améliorer les conditions de tous les pays et nous devons nous engager en faveur de l'égalité des genres et la participation des femmes à la prise de décision.
- Il faut maintenir la priorité de la lutte contre le changement climatique, mobiliser les ressources promises au sud pour faire face aux catastrophes et aux urgences.
- besoin de multilatéralisme plus interconnecté et inclusif.
- bcp d'attente pour le bureau des NU pour la jeunesse. **dialogue intergénérationnel nécessaire pour honorer les engagements envers les générations à venir.**

Statement du représentant de la Chine

- la Chine soutient statement Cuba au nom du G77 + reconnaît les progrès du OCA
- la Chine veut du vrai multilatéralisme et une véritable gouvernance globale pour l'OCA
- 3 points
- souligner le thème du développement : mettre l'accent sur l'Agenda 2030 pour le développement, accentuer sur thème du développement dans les débats
 - réformer le système financier international : mobiliser plus de ressources, de soutien et d'assistance pour les pays en développement notamment
 - souligner le rôle que devraient avoir les Etats membres de l'ONU sur les résultats du Future Summit (meeting ministériel 2023 de préparation sur la thématique des résultats attendus du Future Summit)
- la Chine soutient OCA pour le Future Summit + disposée à coopérer

Statement de la représentante de la République dominicaine

- la République Dominicaine soutient le statement de Cuba au nom du G77 + celui du Maroc (Pays à Moyen revenus)
- la République Dominicaine soutient le processus de OCA qui mènera à l'agenda 2030
- nécessité de prendre en compte des réalités différentes auxquelles les pays font face + les multiples crises interconnectées => afin d'atteindre des solutions basées sur la

solidarité (inclusion, participation des femmes et des jeunes) il faut transformer le système multilatéral pour qu'il soit plus axé sur la solidarité

- apprécie la publication prochaine de notes d'orientation politiques (Policy guidance notes) pour le Future Summit + espère qu'elles seront prises en compte
- souligne les difficultés particulières des petites délégations de suivre tous les processus en même temps + espère que tous arrivent aux résultats attendus en même temps

Statement du représentant du Pakistan

- le Pakistan s'aligne sur la position de Cuba au nom du G77
- souligne les progrès sur le OCA rapport + soutient le rapport
- inspiré par le rôle du secrétaire général, notamment ses efforts pour promouvoir un véritable multilatéralisme + partage nombre de ses ambitions et objectifs
- G77 a proposé des commentaires détaillés sur les résultats attendus du Future Summit = espère que ce sera pris en compte
- le focus de l'AG de l'ONU doit rester les SDG goals : les pays en développement ont un besoin urgent d'action => nécessité de réformes du système économique international + réforme du fonctionnement financier international, aujourd'hui injuste et inégal => pour sécuriser les pays en développement
- pour Future Summit, Pakistan espère contribuer sur l'agenda pour la paix notamment
- volonté de procéder pas à pas, de manière raisonnée et réfléchie, pour réussir à atteindre le plus d'objectifs pour le Future Summit

Statement de la représentante de la Colombie

- la Colombie s'aligne sur la position du Cuba au nom du G77 + du Maroc au nom des pays à moyen revenus
- la Colombie soutient la vision et le contenu du OCA , soutient le Future Summit
- volonté de renforcer le dialogue, le multilatéralisme pour faire face aux challenges actuels et aux nouveaux challenges
- importance de définir les résultats attendus du Future Summit, va permettre d'avoir une vue globale sur tout le processus, les dates, éviter les doublons
- le Future Summit devrait se baser sur le dialogue inter-gouvernemental de 2022 : ***"build on what has already been built"***
- nécessité d'identifier la vie à suivre après le sommet de 2024
- nécessité d'écouter la totalité des acteurs, en garantissant notamment la participation et l'écoute des communautés (peuples autochtones)

Statement du représentant de la République de Corée

- la République de Corée s'aligne sur les positions de la Jordanie
- déclaration du secrétaire général : "the world is not moving incrementally [...] we can not move incrementally" => Corée est d'accord, changement d'état d'esprit est nécessaire
- nécessité d'agir avec coopération, solidarité et innovation (nouvelles technologies pour faire face aux problèmes existants)
- 2 points
 - la Corée se réjouit du Global Digital compact, attention à ne pas créer un fossé entre pays développés /en développement, nécessité de partager et d'accélérer le renforcement des capacités en matière de données dans le

Sud, nécessité de prendre en compte le respect des droits humain en matière de données => la Corée va développer le domaine du digital + considère une collaboration dans la région de l'Asie Pacifique

- l'accent doit être mis sur les nouvelles technologies pour trouver des solutions au changement climatique + encourager le rôle de la science et de la technologie dans le processus de prise de décision, période de défis complexes qui nécessite des changements révolutionnaires dans les modes de consommation, modes de vie etc => selon la Corée, la Déclaration des Générations Futures et le Pact for Future devraient insister sur les technologies vertes

Statement du représentant de l'Etat plurinational de Bolivie

- la Bolivie s'aligne sur les positions de Cuba au nom du G77
- Agenda 2030 = minimum pour une approche de long terme
- Future summit doit être aligné avec les décisions prises par les Etats membres + dialogue avec les différents participants
- pour faire face aux défis actuels il faut reconnaître les responsabilités passées (nécessité de restaurer les dommages causés à la Terre mère par les pays développés)
- Bolivie soutient le Global Digital compact + le Future Summit
- nécessité de reconstruire le système économique et financier international
- “*we are committed to ensuring the implementation of Agenda 2030 in harmony with mother earth, equity and justice*”

Statement de la représentante du Qatar

- volonté d'aller vers un future sécuritaire et prospère
- volonté d'affirmer les SDG dans le OCA
- si SDG Summit 2023 est un succès = pourra être un momentum et ouvrir la voie pour un Future Summit qui sera “**a once in a generation opportunity**”
- volonté d'une gouvernance globale, de coopération et de multilatéralisme = attend avec impatience le rapport du Conseil consultatif de haut niveau (High level advisory board) afin d'atteindre un réel multilatéralisme.

Statement du représentant de l'Argentine

- l'Argentine s'aligne sur les positions du G77 et de la Chine
- actuellement le fonctionnement international est complexe + on fait face à des crises = difficultés à atteindre les SDG
- l'accent doit être mis sur les questions de développement sur 3 points clés : social, économique, santé => le développement devrait être la priorité pour l'Agenda 2030 et pour le Future Summit
- le Future Summit devrait se concentrer sur un développement de qualité + protéger les droits humains (égalité de genre, droits des femmes et des personnes vulnérables, des jeunes en instaurant un **dialogue inter-générationnel**)
- dans l'attente de rapport du secrétaire général sur le système financier international = nécessité d'améliorer le fonctionnement du système de financement international
- souligne l'importance de l'engagement des Etats membres dans les propositions pour OCA, de leur participation et de la nécessité de les écouter

 **Statement du représentant des Philippines**

- reconnaissance du travail de l'assemblée générale n°76 sur OCA + le résumé de la consultation produite l'année dernière = "we should build on this work" pour OCA et Future Summit
- les Philippines s'alignent sur les positions du G77 et de la Chine
- OCA devrait être un instrument pour accélérer la mise en place des SDG = attend le SDG Summit de 2023 comme un moment clé dans l'atteinte des SDG
- OCA doit suivre le droit international comme pierre angulaire afin de bâtir un monde meilleur et plus résilient => un ordre international ouvert, inclusif et fondé sur ses racines + principes de la Charte de l'ONU = permettra d'empêcher la guerre + d'atteindre la paix et la sécurité, de protéger la dignité humaine et de promouvoir la justice
- multilatéralisme = élément clé pour atteindre les SDG
- les objectifs de développement des Philippines pour les 6 prochaines années = atteindre objectifs dans domaine économique et social pour aller vers un futur plus vert et résilient
 - nécessité de créer + d'emploi, + d'emploi de qualité, + d'emplois verts => volonté de s'engager dans la rédaction et la mise en place du Global Accelerator on jobs and social protection (volonté d'intégrer les travailleurs informels et les travailleurs migrants dans l'économie formelle)
 - nécessité d'assurer la transformation digitale = soutient le Global Digital Compact
- veut limiter le nombre de sujets discutés pour plus d'efficacité, faciliter les décisions, ne pas avoir de travaux en doublon = nécessité de se concentrer sur les manquements à combler
- importance d'un travail inclusif, transparent, basé sur l'inter-gouvernementalité, le rôle de la société civile

 **Statement du représentant du Kazakhstan :**

- Le pays soutient l'initiative OCA.
- Sa vision du OCA : vise à atteindre des objectifs de paix et de sécurité et représente une opportunité pour la coopération numérique et la finance durable.
- L'implication du pays sur les ODD : participation à la conférence des Nations Unies des pays les moins développés à Doha (qui aura lieu en mars 2023).
- Une proposition pour le OCA : le Kazakhstan propose de créer des centres régionaux de poursuite des ODD pour intégrer le développement, l'aide humanitaire et la justice sociale dans la région et contribuer à la sécurité globale.

 **Statement du représentant du Vietnam :**

- Le pays soutient l'initiative OCA, en accord avec le groupe des 77 et la Chine dont il est membre.
- Sa vision du OCA :
 - Le développement doit rester un pilier central et va de pair avec le maintien de la paix et la sécurité (l'implémentation du New Agenda for Peace central).
 - Le processus de rédaction doit être concerté entre tous les pays.
 - Les ODD (SDG) doivent être au cœur de ce nouveau pacte.

 **Statement du représentant du Sri Lanka :**

- Le pays soutient l'initiative OCA, en accord avec le groupe des 77 et la Chine.
- Sa vision du OCA :
 - Reprendre en mains les objectifs déjà fixés par l'Agenda 2030, surtout pour les pays en voie de développement.
 - Soutien à la mise en place de notes d'information (policy briefs) après chaque réunion de préparation afin de ne pas désavantager les petites délégations qui ne peuvent pas participer à toutes les discussions.
- Une proposition pour la mise en oeuvre de l'Agenda 2030 : mettre en place des "review summit" tous les 2 ans d'ici 2030.

 **Statement du représentant de Singapour :**

- Le pays soutient l'initiative OCA, en accord avec le groupe des 77 et la Chine (représenté par Cuba) et le groupe asiatique (représenté par la Thaïlande).
- Sa vision du OCA :
 - Un instrument pour accélérer la mise en œuvre des ODD (comme soutenu par António Guterres). Le Summit for the Future et le SDG Summit sont complémentaires.
 - Toutefois, le Future Summit doit aller au-delà du SDG Summit avec de nouveaux enjeux à prendre en compte : le développement de nouvelles technologies (notamment comme outils de développement durable), la réforme de l'architecture financière de l'ONU ...
 - Les points qu'ils veulent mettre en lumière en 2024 : l'égalité de genre, la jeunesse, les nouvelles technologies, la cybersécurité, IA ... Attend de lire les recommandations du secrétaire général sur le Global Digital Compact process.
 - Demande à bien être intégré au processus de travail du Future Summit.
- Une proposition pour le OCA :
 - Créer un nouveau "youth office".

 **Statement du représentant du Royaume-Unis :**

- Sa vision du OCA :
 - Besoin d'une concertation multilatérale mais aussi avec la société civile, notamment pour montrer que l'ONU a un réel impact sur la vie des gens.
 - Nécessité d'avoir des outils de mise en œuvre : soutien au projet du New Agenda for Peace.
 - Supporte la proposition de "policy briefs" tout le long du processus.

 **Statement du représentant du Bangladesh :**

- Le pays soutient l'initiative OCA, en accord avec le groupe des 77 et la Chine (représenté par Cuba).
- Sa vision du OCA :

- Soutien à la proposition des “policy briefs” pour plus de transparence et d’inclusivité dans le processus surtout à propos du changement climatique, contrat social, paix et sécurité, nouvelles technologie, égalité de genre ...
- La priorité doit être l’implémentation de l’Agenda 2030 à temps. Le succès du SDG Summit permettant ensuite le succès du Summit for the Future.

 **Statement du représentant de la Russie :**

- Le pays soutient l’initiative OCA, en accord avec le groupe des 77 et la Chine (représenté par Cuba).
- Sa vision du OCA :
 - Besoin de consensus dans le processus, notamment vis-à-vis de la réforme de l’architecture financière de l’ONU ou de la réforme de la Charte de l’ONU.
 - Nécessité de se concentrer cette année sur le SDG Summit et ses conséquences.

 **Statement du représentant d’Oman :**

- Le pays soutient l’initiative OCA, en accord avec le groupe des 77 et la Chine (représenté par Cuba).
- Sa vision du OCA :
 - La nécessité de coordonner les SDG avec OCA.
 - Nécessité d’inclure tous les pays (“leave no one behind”) mais aussi la société civile et les institutions financières mondiales dans le processus de discussion.
 - Le pays espère que ces débats seront favorables aux pays les moins développés et les plus vulnérables.

 **Statement du représentant des Etats-Unis :**

- Importance d’un dialogue inclusif intégrant participation de tous les Etats membres et souligne travail de co-facilitateurs.
- D'accord du lien central entre Sommet des ODD et OCA.
- + Veut que ce soit un moment pour relancer le multilatéralisme.
- Souligne l'importance que le programme du OCA ne fasse pas doublon avec des processus menés dans le cadre de d'autres mandats (intergouvernementale notamment). Se tient prêt à voir dans quel domaine les Nations Unis ont un avantage comparatif pour faire économie d'échelle.
- Souligne les progrès faits dans les 26 précédentes discussions sur OCA mais aussi leur insuffisance pour remplir notamment les ODDs. Dans ce sens, souhaite que la réunion interministérielle aille davantage dans le fond.

 **Statement du représentant du Brésil :**

- Alerte sur le peu d’informations disponibles sur la mise en œuvre de certains éléments, demande des processus simplifiés pour que les Etats puissent échanger avec le secrétaire plus fréquemment.

- Focus sur l'Agenda pour la paix : le papier ne contient pas de mention à la réforme du conseil de sécurité.
- Agenda des ODD doit être une priorité absolue car pas sur le bonne voie pour les remplir notamment au vu du contexte post-covid, de l'inflation et de la crise énergétique. Le programme OCA ne met pas assez l'accent sur les ODDs 1 et 2.

 **Statement du représentant du Japon :**

- Évoque l'importance de la résilience pour relever les défis et éviter qu'il deviennent des risques et futur sources de conflits.
- Pour le Japon il s'agit "d'investir sur les personnes" en donnant priorité à l'éducation et au système de soin et de santé. "Investir sur les personnes" permet de donner les moyens de contribuer à la société pour assurer le développement durable et la paix notamment protéger de la désinformation, garantir une bonne utilisation des nouvelles technologies, et un utilisation juste et intelligente des ressources limitées comme l'eau et l'énergie.
- Importance de prévenir les conflits et il faut autonomiser les personnes. -> Parvenir à une résilience mondiale par la sécurité humaine.
- OCA doit soutenir et accélérer l'atteinte du programme 2030.

 **Statement du représentant de la Géorgie :**

- Souscrit à la déclaration de l'EU.
- Il faut des initiatives complémentaires pour le multilatéralisme et OCA permet de renforcer les cadres déjà établis.
- **Le bureau pour les jeunes permettra de renforcer la participation des jeunes et c'est très bien car les jeunes seront les principaux bénéficiaires du pacte de OCA.**
- La réunion interministérielle doit agir comme prélude au sommet des ODDs de 2023. Ce sommet ainsi que l'OCA doivent avoir pour but de renforcer l'Agenda 2030.
- Pour arriver à de bon résultats : accorder la priorité à des thématiques réalistes car sources et temps limités.
- La Géorgie souhaite voir des progrès notamment dans les sujets suivants : un nouvel Agenda pour la paix (avec une attention sur la prévention mais aussi la résolution des conflits).

 **Statement du représentant du Nicaragua :**

- Souscrit à la déclaration du groupe des 77 et la Chine.
- Doit renforcer les éléments de l'agenda 2030 et éviter les doublons.
- Les priorités pour les Nicaragua :
 - Promotion du droit au développement
 - Eradication de la pauvreté
- Va être un moment d'établir un nouveau "contrat social mondial" mais qui doit respecter les contrats nationaux.
- La Cop 27 a permis d'aborder des thèmes importants : limitation des températures à +1.5° et financement de la lutte contre le changement climatique dans les volets

adaptation et atténuation, ainsi que les pertes et préjudices. Mais sans résultats concrets.

- Souligne les difficultés créer pas les mesure coercitives "inhumaines et illégales" imposées sur les pays en voie de développement et le rejet de ses mesures. Le Nicaragua souhaite leur rejet.

IV. Conclusion du Secrétaire général :

- Large consensus se dégage chez les Etats membres : tous d'accord pour dire que la **feuille de route à suivre est le programme horizon 2030**. Il sera difficile de trouver un meilleur programme pour résoudre les défis auxquels nous devons faire face aujourd'hui.

→ De ce fait, l'élément phare de cette année 2023 (et de la semaine de haut niveau) devra être la préparation au Sommet sur les ODDs pour assurer un succès de cette réunion.

- Toutefois, on doit reconnaître que certains objectifs sont marqués par des retours en arrière. Certains pays justifient ce retour en arrière par la pandémie de la Covid-19 ou la guerre en Ukraine, mais les avancements étaient déjà bien trop faibles avant cela. Il faut donc reconnaître qu'il **existe des problèmes structurels** :

- des inégalités structurelles ancrées **dans nos systèmes économiques et financiers** notamment.

- des **lacunes de gouvernance** au niveau national et mondial. Manque de capacité au niveau mondial pour faire face aux nouveaux défis (Covid en a été une illustration).

L'OCA n'est pas là pour remplacer les ODDs mais il est en tandem pour rendre possible leur mise en œuvre. Ces deux éléments sont donc intimement liés : "les deux faces d'une même pièce".

- l'AG a été sage en fixant la date du sommet de l'OCA en 2024 car cela laisse assez de temps pour tout préparer pour le Sommet pour le futur.

- Contribution des plusieurs acteurs : les jeunes, le secteur privé et d'affaires, les régions, monde universitaire, doivent contribuer aux discussions de fond dont la manière dont nous changeons le monde pour éviter l'effondrement de nos systèmes et permettre aux programme Horizon 2030 d'être réalisable.

- Pour le Sommet pour l'avenir des priorités seront établies et il sera difficile d'aborder tous les points de l'agenda 2030 de manière aussi approfondie, mais il est toutefois important d'y étudier son caractère global et compréhensif. En effet, certains éléments auront besoin d'un accord global et approuvés par tous les États membres et d'autres auront besoin d'accords de principes et le suivi volontaire de processus. Mais l'important de garder une vision globale des défis que nous devons relever pour ce Sommet pour le futur.

- Le rôle du secrétaire est celui d'un catalyseur pour les contributions des Etats membres et de la société civile.
- Dans le cadre du Sommet pour l'avenir **il n'y aura aucun changement de la Charte des Nations Unies**. Les discussions par exemple de la réforme du Conseil de Sécurité doivent être portées dans un autre cadre par les Etats membres, car la "policy brief" ne recommandera aucunement un changement de la Charte des Nations Unies, mais plutôt des proposition de changement et de transformation dans la façon dont nous travaillons, nous opérons et nous affrontons les challenges de demain et pour lesquelles nous n'avons honnêtement pas trouvé de réponse approprié.

Document rédigé par la promotion GENFUT - Sciences Po Rennes - Campus des Transitions (Caen) - Sous la direction d'Emilie Gaillard :

Altynaï Bidaubayle
Aude Bontemps
Lolita Couchene
Noélyse Dréan
Morgane Geffroy
Maëlle Panier
Mahaut Petiteau